agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/PHILIPPINES - L'Eglise catholique aux côtés des populations tribales face aux injustices dans le paradis touristique de Boracay

Boracay (Agence Fides) – L'île philippine de Boracay est un paradis touristique, une île qui compte certaines des plages les plus belles et les plus recherchées du sud-est asiatique. Mais il s'agit aussi du théâtre d'abus et d'injustices subis par les populations indigènes de l'île, les Ati. C'est à leurs côtés que s'est rangée l'Eglise catholique aux Philippines, afin d'en défendre les prérogatives, les droits, et d'en sauvegarder l'existence même. C'est ce que déclare à l'Agence Fides S.Exc. Mgr Sergio Utleg, Président de la Commission des Evêques philippins pour les peuples indigènes, au lendemain de l'assassinat de Dexter Condez, responsable tribal et porte-parole de la communauté Ati de Boracay, tué le 22 février dernier. La police locale a arrêté sous l'accusation de meurtre Daniele Celestino, garde de sécurité d'une chaîne d'hôtels de Boracay.
Interpellé par Fides à propos de cet épisode, l'Evêque indique : « Il s'agit de l'un des épisodes qui mettent en évidence ce qui se passe dans la zone. Suite à la vaste commercialisation touristique, ces populations tribales, qui étaient les premiers colons de cette île, sont menacées, maltraitées, privées de leurs droits. Leur terre est occupée et le but est de les expulser tous ».
« En tant qu'Eglise – poursuit l'Evêque – nous sommes proches des indigènes par l'intermédiaire de groupes d'apostolat, de pastorale et d'action sociale dans le Diocèse de Kalibo, dont fait partie Boracay. Nous cherchons à défendre leurs droits et leur vie. Ce sont nos frères et sœurs, des gens innocents et sans défense face aux injustices. Des épisodes comme ceux-là concernent également les responsables d'autres tribus, dans certaines zones du pays, comme l'île de Mindanao. Nous sommes à leurs côtés et nous demandons au gouvernement de Manille de préserver la dignité et les droits de ces populations ».
Les indigènes Ati de Boracay sont environ 2.000 et revendiquent la « maîtrise ancestrale » sur les terres, se plaignant de la destruction du paysage et de l'environnement, à cause des plans de construction promus par des sociétés étrangères avec l'appui des institutions. En janvier 2011, la Commission nationale pour les Peuples indigènes du gouvernement philippin a accordé aux Ati 2 ha de terrain à Boracay, les certifiant comme « domaine ancestral » alors que plus de 1.000 ha ont été assignés à des constructions touristiques. Sur le territoire de l'île, des œuvres publiques, routes ou constructions privées, ont été lancées. La question a été portée à l'attention du Congrès philippin mais, deux ans après, elle n'a toujours pas fait l'objet d'une réponse. (PA) (Agence Fides 28/02/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it